ECONOMIE

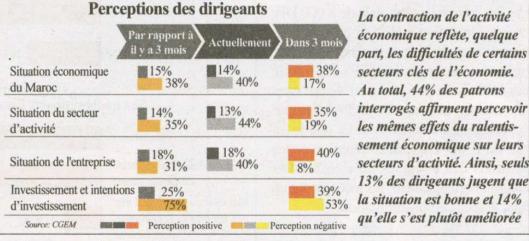
Conjoncture: Les chefs d'entreprises dépriment

- Les patrons jugent la situation «inquiétante» selon le baromètre CGEM
- · La réforme des délais de paiement, très attendue

ROP molle la croissance en 2016. Les chefs d'entreprises sont très majoritairement pessimistes concernant la situation économique du pays. Ce constat est partagé par 40% des 627 patrons interrogés à un moment où bon nombre d'institutions corrigeaient leurs prévisions de croissance. Entre le gouvernement qui table sur un taux de 3%, les pronostics de la Banque centrale et du HCP convergent vers un niveau inférieur à 2%. Au final, le baromètre de la CGEM pour le premier trimestre 2016 indique qu'à peine 1 chef d'entreprise sur 6 considère la situation économique comme «bonne», soit une régression de 8 points par rapport au dernier trimestre 2015. Une situation qui confirme l'inquiétude des industriels révélée en début d'année par l'enquête du CMC. Parmi les menaces évoquées

mesures de soutien au financement des TPME – le marché financier montre peu de soutien aux entreprises. Ceci dit, les prêts destinés aux investissements ont mieux démarré en 2016 que les trois der-

La contraction de l'activité économique reflète, quelque part, les difficultés de certains secteurs clés de l'économie. Au total, 44% des patrons interrogés affirment percevoir les mêmes effets du ralentissement économique sur leurs



par les patrons, figurent la fiscalité, l'informel ou encore le manque de qualification. La faiblesse de la demande et une concurrence forte limitent le niveau de production. Aussi, en dépit de l'appui de Bank Al-Maghrib - trois baisses du taux directeur depuis septembre 2014 et

nières années. En tout cas, pour 2016 qui s'annonce difficile, c'est toujours bon à prendre. Il faudra, par contre, confirmer ce rebond sur les prochains mois. Pour l'heure, les financements se font au compte-gouttes. En même temps, la montée du risque chez les entreprises a rendu

difficiles les négociations avec les banquiers (cf. L'Economiste du 6 mai 2016). De leur côté, les dirigeants se plaignent de la hausse des charges non financières et l'allongement des délais de paiement. Ce qui continue de mettre leur trésorerie sous pression.

Deux principales propositions sont retenues par les dirigeants sondés, à savoir l'accélération du paiement par le secteur public (77%) et la mise en vigueur de la réforme de la loi sur les délais de paiement (74%). Aux dernières nouvelles, le projet d'amendement de la loi sur les délais de paiement est quasi prêt. Sauf que le phénomène s'est tellement amplifié depuis 2010 que l'espoir de le voir affaibli est quasi inexistant. Plus de 5.800 entreprises défaillantes ont été recensées en 2015. Elles devront croître de 10% en 2016 ainsi qu'en 2017.

A. Lo

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com